

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
EMPLOI, TRAVAIL ET  
CONCERTATION SOCIALE

-----

Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection au travail

-----

Avis n° 211 du 20 avril 2018 relatif à un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants en ce qui concerne le contrôle physique et relatif à Bel V (D203).

I. PROPOSITION ET MOTIVATION

Par lettre du 20 novembre 2017, le Ministre de l'Emploi a transmis ce projet d'arrêté royal à la Présidente du Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection au travail (Conseil Supérieur), en demandant de formuler un avis en urgence sur ce projet d'arrêté royal.

Cette lettre donne suite à la lettre du 7 novembre 2017 du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur dans laquelle il est demandé de soumettre le projet d'arrêté royal pour avis au Conseil Supérieur.

Explication sur le projet d'arrêté royal:

Ce projet d'arrêté royal réforme et clarifie le contrôle physique des établissements classés et des transporteurs car il ressort de nombreux événements, développements et expériences de terrain que cela est nécessaire.

Les organismes agréés ont actuellement deux fonctions distinctes (prestations de contrôle physique pour les exploitants et surveillance de ceux-ci – en délégation de l'autorité), impliquant le fait que la séparation contrôleur-contrôlé n'est pas claire.

La mission de revue des pairs (dénommée IRRS) organisée par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) en Belgique fin 2013 a mis en évidence qu'il est nécessaire de définir clairement le contour du régulateur et de donner un statut clair et non ambigu aux "organismes agréés" (recommandation n° 5).

Les organismes agréés seront désormais du côté des exploitants et agiront sous la responsabilité et pour le compte de ceux-ci. Ils n'effectueront plus de missions en délégation de l'autorité publique.

L'IRRS a également mis en évidence qu'il est nécessaire que le cadre légal n'autorise plus l'Agence à effectuer du contrôle physique chez les exploitants (recommandation n° 5).

De plus, le régime d'agrément des organismes de contrôle physique doit être revu en vue de l'ouverture au marché privé, avec des conditions et critères clairs.

Enfin, l'expérience accumulée depuis 2001 par l'Agence permet de proposer un concept de contrôle qui renforce la sûreté et la radioprotection sur le terrain :

- Chaque exploitant doit établir un service de contrôle physique interne et doter ce service des moyens nécessaires pour assurer efficacement les missions en radioprotection et en sûreté nucléaire qui lui sont confiées. Le bon fonctionnement de ce service est de la seule responsabilité de l'exploitant.

- Le chef du service de contrôle physique fait toujours partie du personnel de l'exploitant, indépendamment qu'il soit un expert qualifié en contrôle physique ou non. Cette disposition renforce la responsabilité de l'exploitant.
- L'arrêté intègre les nouvelles exigences de la directive 2013/59/Euratom (« Basic Safety Standards — BSS ») relatives aux concepts de « personne chargée de la radioprotection (RPO) » et d' « expert en radioprotection (RPE) » dans la réglementation belge, avec les exigences de formation associées.

De plus, pour les activités de transport de marchandises dangereuses de la classe 7, les tâches et missions du contrôle physique par rapport à celles du conseiller à la sécurité (pour le transport des marchandises dangereuses) classe 7 sont clarifiées.

Enfin, ce projet d'arrêté met également en œuvre les dispositions de la loi du 7 mai 2017 modifiant la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire en ce qui concerne l'organisation du contrôle physique. Par ce biais, le rôle de Bel V est également mieux défini.

Le 28 novembre 2017, le projet d'arrêté royal a été soumis au bureau exécutif et présenté par des représentants de l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire (AFCN). (PPT/PBW - D203- BE 1246)

Le 28 novembre 2017, les partenaires sociaux du bureau exécutif ont décidé de discuter du projet d'arrêté royal le 25 janvier 2018, en commission ad hoc.

Le 27 mars 2018, les partenaires sociaux du bureau exécutif ont décidé de soumettre le projet d'arrêté royal pour avis à la prochaine réunion plénière du Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection au travail du 20 avril 2018. (PPT/PBW – D203 - 693)

Le Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail a formulé son avis au cours de la réunion plénière du 20 avril 2018.

## II. AVIS EMIS PAR LE CONSEIL SUPERIEUR LE 20 AVRIL 2018

Le Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail émet un avis pour partie unanime et pour partie divisé concernant le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants en ce qui concerne le contrôle physique et relatif à Bel V.

### Avis unanime du Conseil Supérieur.

De manière générale, les partenaires sociaux estiment que :

1. les renvois aux différents arrêtés d'exécution de la loi du 4 août 1996 concernant le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail doivent être actualisés et il doit être renvoyé aux bons articles du code du bien-être au travail.
2. les compétences de l'AFCN doivent rester chez l'AFCN et ne peuvent être élargies. La répartition des compétences entre le Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale et l'AFCN doit rester telle qu'elle existe actuellement.
3. le contrôle sur la pratique doit toujours être en fonction de la protection des médecin, patient et travailleur.

Par ailleurs, les partenaires sociaux demandent que les Ministres compétents prennent connaissance et tiennent compte de la note (en néerlandais) de la direction générale Humanisation du travail du SPF Emploi, Travail et concertation sociale (HUA/29618/N/A/EH/CD/GP) qui est annexée à cet avis.

### **Projet d'article 23.1.1 : service commun pour le contrôle physique**

Le Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail trouve qu'il est nécessaire de mentionner aussi parmi les critères minimums d'approbation que suffisamment d'experts agréés doivent être présents dans le service commun pour exécuter d'une manière correcte les missions et tâches reprises à l'article 23.

### **Projet d'article 23.3 : étudiants, apprentis et stagiaires**

Dans le code du bien-être au travail, des règles supplémentaires sont imposées en ce qui concerne les jeunes, les étudiants et les stagiaires contre une exposition possible au rayonnement ionisant.

C'est pourquoi le Conseil Supérieur trouve que, bien que cette catégorie soit déjà protégée dans le titre 5 concernant les rayonnements ionisants du livre V du code du bien-être au travail, l'article 23.3 doit être précédé par : « sans préjudice des dispositions des titres 3 et 4 du livre X du code du bien-être au travail ».

### **Formation de base, formation permanente, formation complémentaire, expérience pratique.**

Chez les agents et chez les experts agréés, il y a des conditions de formation et d'expérience pratique. Le projet d'arrêté royal prévoit dans plusieurs articles que l'Agence peut fixer des exigences minimales concernant le contenu de ces formations et expériences. Pour autant que ce ne soit pas encore le cas, les partenaires sociaux du Conseil Supérieur trouvent nécessaire que l'Agence fixe ces exigences minimales en complément de cet arrêté royal.

### *Avis divisé du Conseil Supérieur.*

### **Concernant le projet d'article 23.1.6**

Les représentants des travailleurs du Conseil Supérieur sont d'avis qu'à côté des données de l'article 23.1.5 b) 6°, les données qui sont constatées par le service de contrôle physique selon l'article 23.1.5 b) 8°, 10° et 11° doivent également directement être transmises au médecin agréé et au service ou au département chargé de la surveillance de la santé, car ces données sont importantes dans le cadre de la surveillance de la santé. Il s'agit ici d'expositions comme conséquence d'un accident ou d'un incident et des mesures préventives afin d'éviter que cela se reproduise, du programme de surveillance de la santé et de l'adaptation des postes de travail pour les femmes enceintes ou les femmes qui allaitent.

Les représentants des employeurs du Conseil Supérieur trouvent que seules les données de l'article 23.1.5 b) 11° doivent être transmises directement étant donné que c'est de la compétence du médecin du travail et que c'est déjà d'application.

Ils remarquent que les articles 23.1.5 b) 8° et 10°, au contraire, tombent sous la responsabilité de l'employeur.

### **Projet d'article 23.2.7**

Par analogie avec leurs remarques à l'article 23.1.6, les représentants des travailleurs trouvent qu'il est nécessaire, en plus des données de l'article 23.2.6 b) 4°, de transmettre directement au médecin agréé et au service ou département chargé de la surveillance de la santé, également les données de l'article 23.2.6 b) 6°, 7° et 8°.

Les représentants des employeurs du Conseil Supérieur indiquent, par analogie avec l'article 23.1.6, qu'ici aussi, seules les données de l'article 23.2.6 b) 8° doivent être transmises directement, étant donné que c'est de la compétence du médecin du travail et que c'est déjà d'application.

Ici aussi, ils remarquent que les articles 23.2.6 b) 6° et 7°, au contraire, tombent sous la responsabilité de l'employeur.

### **Projet d'article 23.5 : protection du chef du service de contrôle physique**

Les représentants des travailleurs du Conseil Supérieur sont d'avis que le chef du service de contrôle physique, tout comme les conseillers en prévention du service interne, doit jouir d'une forme de protection.

Ils font les commentaires supplémentaires suivants :

- comme seul le chef du service de contrôle physique jouit d'une protection, ils trouvent qu'il est nécessaire d'élargir cette protection à tous les experts agréés de sorte qu'ils puissent exécuter leurs tâches et missions en toute indépendance (cf. protection pour tous les conseillers en prévention et pas seulement pour le chef du service interne).
- cette protection a peu de sens quand elle n'est pas couplée avec une réglementation qui prévoit des procédures, possibilités de recours et éventuelles sanctions. (cf. la Loi du 20 décembre 2002 concernant la protection des conseillers en prévention)

Les représentants des employeurs du Conseil Supérieur se demandent quelle est la plus-value de cette protection. Il n'y a aucune description de situations qui motive ou démontre qu'une telle protection soit nécessaire. Les tâches du chef du service de contrôle physique ne sont pas du tout comparable à celles d'un conseiller en prévention. Elles sont d'une nature telle qu'on ne doit pas craindre pour son indépendance. Si des arguments solides peuvent démontrer qu'il est nécessaire d'offrir une forme de protection, il doit être souligné que cela ne peut se faire via un arrêté royal. Les travaux préparatoires, l'avis du Conseil d'Etat et les discussions parlementaires concernant la Loi du 20 décembre 2002 relative à la protection des conseillers en prévention ont clairement exprimé qu'un tel statut et les protections y liées doivent être réglés par une loi.

En outre, les représentants des employeurs soulèvent que, dans de nombreux cas, la « protection » des conseillers en prévention est contreproductive, entre autre par le fait qu'ils sont maintenus en dehors des décisions et discussions stratégiques. Par leur « statut protégé », ils ne jouissent pas souvent de l'entière confiance et semblent, pour la plupart, avoir peu d'impact au sein de l'entreprise ou de l'institution où ils sont employés.

### **Projet d'article 74 : organismes de contrôle physique**

Les représentants des travailleurs du Conseil Supérieur sont d'avis que l'indépendance, l'impartialité et l'intégrité des organismes doivent être garanties.

De plus, il faut éviter que les moyens prévus pour l'organisation du contrôle physique s'écoulent hors des organismes.

Ils trouvent que, par la suppression de la commission d'avis, c'est aussi une source d'information et de contrôle des partenaires sociaux qui disparaît.

C'est pourquoi les représentants des travailleurs du Conseil Supérieur proposent ce qui suit pour supprimer partiellement ces préoccupations.

- Pour prévenir que l'argent visé pour l'exécution des missions et tâches concernant le contrôle physique s'écoule vers des organisations liées, il peut être repris, par analogie avec ce qui est imposé aux services externes pour la prévention et la protection au travail dans l'article II.3-12 du code du bien-être au travail, que les revenus de fonctionnement des organismes pour le contrôle physique soient utilisés pour permettre à ces organismes de remplir les missions qui leur sont confiées en application de la réglementation.

- Pour renforcer l'indépendance des experts, par analogie avec ce qui concerne le personnel des SECT dans l'article II.5-5 du code, leur rémunération ne peut pas dépendre du nombre de contrôles ou de la durée de ceux-ci, ni des résultats de ces contrôles.
- Pour autant que cette possibilité n'existe pas encore, une procédure où les partenaires sociaux peuvent communiquer à l'AFCN des questions sur des incidents ou des problèmes en lien avec le contrôle physique et le fonctionnement des organismes pour le contrôle physique, doit être convenir avec la garantie d'un suivi et d'un feedback.
- Organiser l'évaluation générale du contrôle physique via une commission ad hoc qui se réunit une fois par an sur invitation de l'AFCN, pour laquelle l'AFCN rédige un rapport sur le contrôle physique et le fonctionnement des organismes agréés. Les organismes agréés peuvent être entendus sur propre initiative ou à la demande des partenaires sociaux. Cela peut coïncider avec le rapport annuel de l'AFCN au Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection concernant les activités et résultats dans le cadre de la surveillance dosimétrique (article 25/15 de la loi du 15 avril 1994 concernant la protection de la population et de l'environnement contre les dangers des rayonnements ionisants et concernant l'Agence Fédérale pour le Contrôle Nucléaire, en ce qui concerne la surveillance dosimétrique).
- En ce qui concerne les compétences de la commission ad hoc, elles devraient reprendre au minimum les compétences des actuelles commissions de surveillance des organisme agréés.
- Les représentants des travailleurs s'inquiètent également de l'ouverture totale du marché des organisme agréés et cela pour différentes raisons :
  - C'est déjà un petit marché particulier et, par exemple, au niveau de l'expertise, une trop grande fragmentation n'est pas souhaitable.
  - Le contrôle sur ces éventuels nouveaux acteurs nous semble problématique, certainement dans le cas des organismes étrangers. Il y a des doutes au niveau des possibilités de contrôle aussi bien par l'AFCN que, et surtout, par les partenaires sociaux.
  - Nous craignons qu'une pression s'installe sur les prix et que cela soit associé à la qualité des services, avec de possibles problèmes pour la protection des professions libérales, de leurs clients et de leurs travailleurs.
  - Les conditions de formation pour le directeur d'organisme agréés disparaissent également. Nous craignons que, de ce fait, la priorité de protection au rayonnement glisse vers une priorité de recette et de marge bénéficiaire.
- C'est pourquoi les représentants des travailleurs proposent d'imposer des conditions supplémentaires aux organisme agréés :
  - une formation comme expert en rayonnement pour le directeur de l'organisme ;
  - un conseil d'administration qui est composé, au moins pour moitié, de personnes ayant une formation en protection au rayonnement ;
  - quand même maintenir la forme d'a.s.b.l..

Les représentants des employeurs du Conseil Supérieur sont également d'avis que l'indépendance, l'impartialité et l'intégrité des organismes doivent être garanties. Toutefois, imposer une formation au directeur ou des limitations au conseil d'administration est une mauvaise et non souhaitable manière de garantir le bon fonctionnement et de forcer la qualité. Ils voudraient ici se référer au manuel de qualité et aux règles et codes nationaux et internationaux en ce qui concerne la bonne gestion.

**De plus, les représentants des employeurs formulent les remarques suivantes :**

*Remarque générale*

Le secteur hospitalier a, lors de précédentes activités de l'AFCN, déjà été interpellé comme stakeholder.

Malheureusement, ce secteur remarque qu'il n'a pas été suffisamment tenu compte des remarques et demandes d'éclaircissement. Celles-ci sont pourtant cruciales pour une bonne implémentation et préparation sur le terrain.

#### *Concernant la formation*

1. La question se pose de savoir quelles organismes vont donner ces formations.  
Aujourd'hui, par exemple, il y a déjà une liste d'attente pour les infirmières qui doivent suivre une formation obligatoire de 50h (+10h) pour l'utilisation d'appareil RX sous surveillance. C'est pourquoi la question se pose de savoir si les institutions de formation pourront bien répondre à la demande supplémentaire qui suivra la nouvelle réglementation. Les centres de formation sont-ils suffisamment préparés ?
2. De quelle formation de base l'agent de radioprotection doit-il déjà disposer avant de suivre les formations complémentaires ?  
Cela n'est pas suffisamment précisé.

#### *Questions sur le rôle de l'agent de radioprotection*

1. Concernant la présence lorsque l'installation est en fonctionnement (par exemple : les appareils de rayons (Röntgen) qui sont utilisés 24h/24h, médecine nucléaire, radiothérapie, ...).  
Un agent doit-il toujours être présent dans le service (24/24, respectivement pendant l'ouverture du service) ?
2. Un agent peut-il être responsable pour plusieurs services différents, éventuellement sur des sites différents? (par ex.: Radiologie, et densitométrie et dentisterie) ?  
Et si oui, quelle distance maximale peut-il y avoir entre chacun ?

#### *Remarques sur le chef du service*

1. Que se passe-t-il lors de l'absence temporaire du chef de service (back-up)?
2. « chef » n'est pas le terme adéquat pour cette fonction. Celui-ci semble faire partie de la ligne hiérarchique. Coordinateur ?
3. Un chef de service peut-il aussi poser des actes lui-même, ou sa tâche reste-t-elle limitée au contrôle ?

#### *Manipulation sporadique de biens dangereux*

En ce qui concerne la manipulation sporadique des biens dangereux, la notion de « sporadique » est insuffisamment spécifiée.

#### *Le service ou le département en charge de la surveillance de la santé*

Qu'entend-on par service ou département en charge de la surveillance de la santé?

#### *Flux électroniques de données uniformisés*

Vu toute l'information qui doit être conservée et transmise, il semble opportun de le faire via un flux électronique de données uniformisé.

Aussi, les représentants des employeurs du Conseil Supérieur précisent que, dans le cadre de la révision du même arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants, l'avis n° 203 du Conseil supérieur reprenait le suivant :

...«Le Conseil constate que l'article 64.8 du RGPRI tel que mentionné à l'article 1er du projet d'arrêté royal est formulé de façon trop large et imprécise. Cet article exclut en effet également l'utilisation d'appareils portables commandés à distance.

Le Conseil propose d'adapter cet article comme suit: « Il est interdit, pour des contrôles non destructifs, d'utiliser un appareil portable de radiographie ne permettant pas une protection adéquate de l'utilisateur/l'opérateur. ». »...

Tel qu'explicité à l'AFCN, l'imprécision de la formulation interdirait certains appareils de contrôle nécessaires pour le respect de certaines normes en matières de contrôles de l'intégrité des tuyauteries et dont l'utilisation contrôlée assure une protection adéquate de l'opérateur.

Il est donc demandé par le biais de ce second avis que la formulation de l'article 64.8 soit précisée en vue de garantir la possibilité du respect des normes en matière de contrôles des tuyauteries.

A ce titre, l'AFCN a transmis le projet de texte en cours de révision y relatif à cet article au CSPPT le 27 mars. Le fait d'exclure les appareils utilisés pour l'analyse de la composition chimique des matériaux et de remplacer « portables» par « tenus en mains par l'opérateur » répond à la demande du Conseil Supérieur. Il est à noter que l'article concerné est le 64.7 dans cette proposition de texte.

### III. DECISION

Transmettre l'avis au Ministre de l'Emploi.



Afz.: HUA – Ernest Blerotstraat 1 – 1070 BRUSSEL

Aan dr. Evelyne Schleich  
Voorzitster van de Hoge Raad voor  
Preventie en Bescherming op het werk  
E. Blerotstraat 1  
1070 Brussel

| HUA                | HUT |
|--------------------|-----|
| Datum : 19 03 2018 |     |
| Nr : 29395         |     |
| Bestemd voor Sar   |     |

Uw bericht van:

Uw kenmerk:

Ons kenmerk:  
HUA/29618/N/A/EH/CD/GP

Brussel,

19 -03- 2018

**Betreft: Ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende het algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen voor wat betreft de fysieke controle en betreffende Bel V**

Mevrouw de voorzitter,

Naar aanleiding van de besprekingen in het uitvoerend bureau van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk van dinsdag 6 maart 2018, vindt u hierbij het advies van de afdeling normen welzijn op het werk van de AD humanisering van de arbeid betreffende het in rand vermelde ontwerp van koninklijk besluit. In dit advies wordt voornamelijk onderzocht of het hiervoor vermelde ontwerp van koninklijk besluit in overeenstemming is met de bepalingen van de codex over het welzijn op het werk. Gelet op het tijdsbestek waarin dit advies werd gevraagd, beperkt dit advies zich tot de belangrijkste vaststellingen, maar kon geen volledige grondige analyse van het ontwerp gemaakt worden.

### **Algemene opmerkingen**

Het OKB bepaalt dat de dienst voor fysieke controle onder meer als opdracht heeft advies te verlenen over de stralingsbescherming, vergunningsaanvragen te onderzoeken en goed te keuren, de oplevering van nieuwe installaties te verrichten, de dosimetrie op te volgen en verschillende controles uit te voeren.

Het gaat hier om een omvangrijk pakket van opdrachten en taken die de gewone adviesopdracht van de preventieadviseur, zoals geconcipieerd door de welzijnswet – werknemers sterk overstijgen. Hij krijgt immers een opdracht tot goedkeuren van vergunningsaanvragen en tot het uitvoeren van controles die over het algemeen door de welzijnswet – werknemers worden toevertrouwd aan externe diensten voor technische controles op de werkplaats. Hoewel de dienst voor fysieke controle ook taken uitoefent op het vlak van de veiligheid en de gezondheid van de werknemers, lijkt het takenpakket van deze dienst ver de **opdracht van de interne dienst voor preventie en bescherming** op het werk (IDPBW) ver te overstijgen. Derhalve rijst de vraag of dit



takenpakket in de praktijk kan gecumuleerd worden met de opdracht van de preventieadviseur van de IDPBW. Vanuit die optiek wordt er wellicht beter een aparte dienst opgericht die evenwel nauw samenwerkt met de IDPBW.

Indien er toch wordt geopteerd de taken van de dienst voor fysieke controle toe te vertrouwen aan de IDPBW, wat in ondernemingen met een beperkte aanwezigheid van radioactieve bronnen, wellicht de beste optie onder de volgende voorwaarden:

- a) In dat geval dient er voor gezorgd te worden dat de IDPBW zowel zijn opdrachten in toepassing van de welzijnswet – werknemers als deze in verband met fysieke controle te allen tijde volledig en doelmatig kan vervullen. Krachtens artikel 23.1.2.1. van het ontwerp moet de functie van deskundige erkend in de fysieke controle permanent ingevuld worden, wat een tewerkstelling aan 100 % impliceert. In de praktijk betekent dit dat er in deze ondernemingen tenminste twee preventieadviseurs moeten aangeduid worden. Zo niet, kunnen de opdrachten in het kader van de welzijnswet niet worden uitgevoerd. Er moet immers rekening worden gehouden met de bepaling van artikel II.1-16, §2 van de codex over het welzijn om het werk betreffende de vaststelling van de minimumduur van de prestaties van de preventieadviseur.
- b) De erkende deskundige inzake fysieke controle dient aan specifieke voorwaarden op het vlak van diploma, opleiding en ervaring te voldoen. De vraag is of deze specialisatie de uitvoering van de taken van de IDPBW niet in het gedrang kan brengen, daar van een preventieadviseur in het kader van de welzijnswet een algemene visie op welzijn op het werk wordt verwacht. Een cumul met een specifieke specialisatie kan leiden tot het verwaarlozen van de opdrachten opgelegd door de welzijnswet-werknemers.

Indien geopteerd wordt voor de oprichting van een **gemeenschappelijke dienst voor fysieke controle** dient onderzocht te worden of deze dienst kan ondergebracht worden bij een gemeenschappelijke dienst PBW. In dat geval dient de procedure voor de oprichting van een gemeenschappelijke dienst PBW, zoals voorzien door de welzijnswet-werknemers te worden nageleefd. De dienst voor fysieke controle zou dan een afdeling van deze gemeenschappelijke dienst kunnen zijn. Een andere piste kan er in bestaan een aparte gemeenschappelijke dienst voor fysieke controle op te richten, waarvoor uitsluitend het FANC bevoegd is. Zowel in het geval van een afdeling van een gemeenschappelijke dienst PBW als in het geval van een aparte dienst zal de regelgeving in een specifieke procedure moeten voorzien, opdat het FANC de toelating kan verlenen. Dergelijke procedure is thans niet opgenomen in het ontwerp.

Indien de preventieadviseur van de IDPBW de functie van deskundige inzake fysieke controle uitoefent, kan misschien de wet van 20 december 2002 betreffende de **bescherming** van preventieadviseurs worden toegepast. Het is evenwel niet duidelijk of de taken van de dienst voor fysieke controle worden gelijkgesteld met de taken van een preventieadviseur in toepassing van de welzijnswet-werknemers. Het is evenmin duidelijk of de deskundige inzake fysieke controle kan ondergebracht worden onder de definitie van preventieadviseur zoals bepaald in de voormelde wet van 20 december 2002. Indien deze vraag negatief beantwoord wordt kan de bescherming voorzien door deze wet niet toegepast worden op de deskundige inzake fysieke controle, ook niet wanneer hij deze functie cumuleert met deze van preventieadviseur. Indien de deskundige inzake fysieke controle geen preventieadviseur is, vormt artikel 23.5 geen voldoende juridische basis voor diens bescherming.

Volgens artikel 23.3 van het ontwerp dient het radiologisch controlesysteem te zorgen voor een bescherming van de **leerlingen, stagiairs en studenten** die equivalent is met deze van de werknemers. Er moet hierbij rekening gehouden worden met de bescherming die de welzijnsreglementering biedt aan deze categorieën van gelijkgestelde werknemers. De bepalingen inzake de bescherming van het welzijn van de jongeren op het werk (waaronder de leerlingen en studenten vallen) en van stagiairs voorzien immers in een grotere bescherming dan voor de gewone werknemers. Er kan dus geen sprake zijn van een bescherming die "slechts" equivalent is. Om die reden kan men zich de vraag stellen of het ontworpen artikel 23.3 wel nuttig is.

## **Specifieke opmerkingen**

In het ontwerp van koninklijk besluit wordt nog verwezen naar de vroegere uitvoeringsbesluiten van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk. Deze verwijzingen moeten aangepaste worden aan de nieuwe codex over het welzijn op het werk.

Zo is er bijvoorbeeld in artikel 23.1 nog sprake van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk. Dit moet vervangen worden door een verwijzing naar titel 2 inzake de algemene beginselen betreffende het welzijnsbeleid van boek I van de codex over het welzijn op het werk.

In het artikel 23.2.1 wordt er verwezen naar het koninklijk besluit van 27 oktober 2009 betreffende de oprichting van een gemeenschappelijke dienst voor preventie en bescherming op het werk. Dit is voortaan titel 2 betreffende de gemeenschappelijke interne dienst voor preventie en bescherming op het werk van boek II van de codex over het welzijn op het werk.

## **Artikelsgewijze opmerkingen**

### Artikel 23.1

In het derde lid van dit artikel wordt gesteld dat de opdrachten van de dienst voor fysieke controle, in voorkomend geval, moeten worden uitgevoerd in overleg met onder meer de 'geneesheer belast met het medisch toezicht'. Het is aangewezen dezelfde terminologie te gebruiken van de welzijnsreglementering en aldus te spreken van de 'preventieadviseur-arbeidsgeneesheer'.

### Artikel 23.1.2.1, §1

In de inrichtingen van klasse I en de voertuigen met kernaandrijving is het hoofd van de dienst voor fysieke controle tevens diegene die belast is met de leiding van de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk.

Overeenkomstig de welzijnsreglementering gaat het dus om de 'preventieadviseur belast met de leiding van de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk'. Het is aangewezen in dit artikel dezelfde terminologie te gebruiken als in de welzijnsreglementering en duidelijk te vermelden dat het om een preventieadviseur gaat.

Daarnaast moet opgemerkt worden dat dit betekent dat de preventieadviseur belast met de leiding van de interne dienst een dubbele functie heeft. Men dient er aandacht voor te hebben dat deze preventieadviseur in de mogelijkheid moet zijn (op het vlak van tijd en middelen) om de beide functies te combineren.

### Artikel 23.1.3.1, §1

- Wanneer de exploitant geen deskundige erkend in de fysieke controle van klasse II onder zijn personeelsleden heeft, wordt de leiding van de dienst voor fysieke controle toevertrouwd aan het hoofd van de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk of aan een rechtstreeks onder diens gezag geplaatste persoon.

Hier moet opnieuw opgemerkt worden dat de welzijnsreglementering het begrip 'preventieadviseur belast met de leiding van de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk' hanteert. Het is aangewezen deze terminologie te gebruiken.

Bovendien is er sprake van 'een rechtstreeks onder dienst gezag geplaatste persoon'. De vraag rijst of hiermee de andere preventieadviseurs van de interne dienst worden bedoeld. Indien het antwoord op deze vraag positief is, moet dit verduidelijkt worden in het artikel.

- Wanneer de deskundige erkend in de fysische controle van klasse II wel deel uitmaakt van het personeel van de exploitant, zal deze de leiding van de dienst voor fysische controle op zich nemen.

In de verklarende nota bij het ontwerp van koninklijk besluit wordt gesteld dat de dienst voor fysische controle al dan niet deel kan uitmaken of kan samengevoegd worden met de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk. Het is niet duidelijk wat er precies wordt bedoeld met "deel uitmaken van of samengevoegd worden met". Hierdoor rijst de vraag of de erkende deskundige dan in bepaalde gevallen een preventieadviseur zal zijn (bij deel uitmaken van of samenvoeging met de interne dienst) en in andere gevallen niet.

- Het hoofd van de dienst voor fysische controle heeft rechtstreeks toegang tot de persoon die belast is met het dagelijks beheer.

Wanneer de erkende deskundige geen deel uitmaakt van het personeel van de exploitant, is het hoofd van de dienst voor fysische controle de preventieadviseur belast met de leiding van de interne dienst. Deze preventieadviseur hangt rechtstreeks af van de persoon belast met het dagelijks beheer van de onderneming of instelling en heeft rechtstreeks toegang tot de persoon of personen belast met het dagelijks beheer van de technische bedrijfseenheid of bedrijfseenheden (artikel II.1-15 van de codex).

Volgens de verklarende nota bij het ontwerp van koninklijk besluit hangt hoofd van de dienst voor fysische controle rechtstreeks af van en heeft hij rechtstreeks toegang tot de persoon belast met het dagelijks beheer van de inrichting of onderneming.

Het is aangewezen het ontwerp van koninklijk besluit en de verklarende nota op dit vlak op elkaar af te stemmen en rekening te houden met het feit dat een preventieadviseur zowel rechtstreeks afhankelijk van als rechtstreeks toegang heeft tot de persoon belast met het dagelijks beheer.

Bovendien moeten de verschillen tussen het Nederlands en het Frans in de verklarende nota weggewerkt worden ("accès direct à la personne chargée de la gestion journalière" vs "rechtstreeks afhankelijk van en rechtstreekse toegang hebben tot de persoon belast met het dagelijks beheer").

- De verklarende nota bij het ontwerp van koninklijk besluit bepaalt dat in de door de wet betreffende het welzijn op het werk en haar uitvoeringsbesluiten bepaalde gevallen de exploitant zelf de functie van hoofd van de dienst voor fysische controle kan waarnemen in geval van afwezigheid van het hoofd van de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk.

Het enige geval dat de welzijnsreglementering kent is dat waarin de werkgever zelf de functie van preventieadviseur uitoefent in de ondernemingen met minder dan 20 werknemers. Er moet verduidelijkt worden dat het om dit geval gaat.

Bovendien stelt zich de vraag waarom dit enkel in de verklarende nota wordt vermeld en niet in het ontwerp van koninklijk besluit.

#### Artikel 23.1.5

In punt b), 6. is er sprake van 'de erkende geneesheer belast met het medisch toezicht op de werknemers'. Het is aangewezen te spreken van de 'erkende arbeidsgeneesheer'.

In punt b), 10. Is er sprake van het 'programma voor gezondheidstoezicht'. Het is niet duidelijk wat hiermee precies wordt bedoeld.

In punt b), 11. gaat het om het verifiëren van de geschiktheid van de werkpost voor zwangere vrouwen of vrouwen die borstvoeding geven. Er moet rekening mee gehouden worden dat de welzijnsreglementering in boek X van de codex stelt dat de werkgever onmiddellijk één van de maatregelen bedoeld in artikel 42 van de arbeidswet van 16 maart 1971 moet treffen wanneer de zwangere werkneemster of de werkneemster die

borstvoeding geeft een activiteit verricht waarbij ze volgens de risicoanalyse het risico loopt op blootstelling aan ioniserende stralingen (artikel X.5-7, tweede lid en bijlage X.5-2 van de codex).

#### Artikel 23.1.6

In dit artikel is er sprake van 'de dienst of departement belast met het gezondheidstoezicht'. Overeenkomstig de welzijnsreglementering dient de volgende terminologie te worden gebruikt: 'het departement of de afdeling belast met het medisch toezicht van de interne of externe dienst voor preventie en bescherming op het werk'.

#### Artikel 23.2.1, tweede lid

Indien niet aan de voorwaarde vermeld in het eerste lid, punt a) wordt voldaan, kan de goedkeuring voor de inrichting van een gemeenschappelijke dienst voor fysieke controle toch door het FANC worden afgeleverd indien de gemeenschappelijke dienst voor fysieke controle deel uitmaakt van een gemeenschappelijke interne dienst voor preventie en bescherming op het werk.

Voor de oprichting van een gemeenschappelijk interne dienst en elke wijziging inzake de samenstelling ervan moet een specifieke procedure worden gevolgd waarbij de toelating tot oprichting van de gemeenschappelijke interne dienst gegeven wordt aan de hand van een KB of MB. Bijgevolg rijst de vraag of het feit dat een gemeenschappelijke dienst voor fysieke controle deel uitmaakt van een gemeenschappelijke interne dienst moet opgenomen worden in het KB of MB tot oprichting van de gemeenschappelijke interne dienst.

Over dit punt wordt geen verdere uitleg gegeven in de verklarende nota bij het ontwerp van koninklijk besluit.

Daarnaast moet de leiding van de dienst voor fysieke controle verzekerd worden door het diensthoofd van de gemeenschappelijke interne dienst voor preventie en bescherming op het werk of door een persoon die rechtstreeks onder zijn gezag is geplaatst.

Hier dient opnieuw het begrip 'de preventieadviseur belast met de leiding van de gemeenschappelijke interne dienst voor preventie en bescherming op het werk' te worden gebruikt en stelt zich de vraag wie er wordt bedoeld met een persoon die rechtstreeks onder zijn gezag is geplaatst (zie ook de opmerking bij artikel 23.1.3.1, §1).

#### Artikel 23.2.2

Bij dit artikel worden dezelfde opmerkingen gemaakt als bij het artikel 23.1.3.1, §1.

#### Artikel 23.2.6

Bij dit artikel worden dezelfde opmerkingen gemaakt als bij het artikel 23.1.5.

#### Artikel 23.2.7

Bij dit artikel worden dezelfde opmerkingen gemaakt als bij het artikel 23.1.6



Godelieve Ponnet,  
directeur-generaal a.i.